

## ANDRE GORZ, PENSEUR DE L'ÉMANCIPATION

### - PREMIERE PARTIE - DE LA CRITIQUE DU TRAVAIL À LA SOCIÉTÉ AUTO-ORGANISÉE

---

Jean-Luc Metzger

#### INTRODUCTION

Né Gerhart Hirsch en 1923 à Vienne (Autriche), rebaptisé Gerhart Horst pour échapper aux persécutions des nazis, celui qui ne s'appelait pas encore André Gorz émigre avec sa mère en Suisse en 1939, où il obtient, en 1945, un diplôme d'ingénieur chimiste. Occupant différents emplois, notamment de journaliste, il rencontre Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir en 1946. Il émigre à nouveau, en 1949, cette fois à Paris où, à partir de 1951, il devient journaliste à *Paris-Presse* et signe ses articles Michel Bosquet. Il poursuivra sa carrière de chroniqueur à *L'Express* en 1955. Il adopte le nom d'auteur André Gorz à partir de la fin des années 1950 en publiant *Le Traître* (1958) et *La Morale de l'histoire* (1959). Il sera l'un des co-fondateurs du *Nouvel Observateur*, en 1964 et fera partie du Comité de direction des *Temps modernes*, fondé par J.-P. Sartre. Il se brouillera successivement avec les équipes dirigeantes de ces différentes revues qu'il finira par quitter au début des années 1980.

Au risque de simplifier à outrance la richesse de son parcours intellectuel et non universitaire, je retiendrai que Gorz, *lecteur attentif de Marx*, a forgé une conception originale de l'agir politique, à la croisée de plusieurs courants d'influence. D'un côté, il a élaboré une *vision humaniste et existentialiste du marxisme*<sup>1</sup>, accordant à l'*émancipation* individuelle (lutte contre l'aliénation) et à l'*autonomie* collective une place centrale dans l'évolution souhaitable des sociétés : dans ce sens, il s'est particulièrement intéressé aux mouvements sociaux et syndicaux qu'il a cherché à influencer. D'un autre côté, proche d'*Herbert Marcuse* et des positions de l'*École de Francfort*, il se montre critique vis-à-vis de la soumission aux seuls impératifs économiques que manifestent les élites politiques et les travailleurs-consommateurs. Par ailleurs, à partir de la fin des années 1960, il

---

<sup>1</sup> Selon l'expression de Françoise Gollain (2009).

s'intéresse aux analyses d'Ivan Illich et, plus généralement, à ses critiques des effets destructeurs de la société industrielle (destruction de l'environnement naturel, certes, mais aussi des cultures humaines). Sous cet angle, il voit dans certains usages dits « collaboratifs » de l'informatique l'un des supports à l'émancipation. Enfin, dans la dernière décennie de sa vie (il meurt en 2007), il a reconnu la pertinence du courant dit de *la critique de la valeur* (Moishe Postone, Robert Kurtz, Anselm Jasppe).

Profondément marqué par sa lecture érudite de Marx (qu'il n'hésite d'ailleurs pas à critiquer), penseur de l'écologie politique, demeurant profondément méfiant vis-à-vis de toute pensée dogmatique, André Gorz a, toute sa vie, cherché à concilier plusieurs perspectives, tout en se démarquant des étiquettes qui lui ont été accolées<sup>1</sup>.

Dans cet article, je ne prétends pas donner une vision exhaustive de son œuvre, mais, en m'appuyant sur une lecture personnelle de quatre de ses livres, publiés entre 1967 et 1997<sup>2</sup>, je présente quelques aspects de sa réflexion qui m'ont paru particulièrement éclairants. Je me suis attaché à identifier la continuité de sa pensée, au-delà de ses changements de vocabulaire et de la diversité de ses centres d'intérêt. Dans ce sens, en cherchant à dégager ses apports potentiels à une altergestion, j'ai organisé cette présentation autour de trois grands axes : ses analyses de la *société* capitaliste – plus que de la seule économie capitaliste et de la seule société industrielle – et en particulier, sa critique du travail ; ses mises en garde vis-à-vis des fausses bonnes solutions pour sortir de ce type de société (critiques adressées aux organisations salariales et corporatistes, ainsi qu'aux intellectuels de gauche voyant les remèdes dans la postmodernité) ; et ses propositions pour élaborer un type de société alternative, désirable et durable. Dans cette première partie, j'explique ces trois axes. Dans la seconde partie, publiée dans le prochain numéro des CISG (numéro 18), j'en discute certaines limites.

Pour porter un jugement sur les sociétés capitalistes, André Gorz fait le lien entre de nombreux niveaux de réalité et de nombreux domaines d'analyse (travail, consommation, gestion, environnement naturel, en France et dans le reste du monde), réalités le plus souvent étudiées séparément par des équipes de chercheurs hyperspécialisés et/ou en compétition. L'auteur montre ainsi que seul l'assemblage raisonné de ces différentes pièces permet d'accéder à une interprétation exhaustive du monde, de ses transformations, de leur sens et nécessite une actualisation de nos cadres de pensée.

## I. LES SEPT PILIERS DE LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE

### I.1. Encourager des revendications fragmentaires

Plus qu'une nouvelle présentation des contradictions internes du capitalisme, André Gorz souhaite avant tout déconstruire l'action à *long terme* des acteurs dominants qui, au fil des décennies, adaptent leurs stratégies pour contrôler les évolutions sociétales. Ainsi, dans *Réforme et révolution* (1969), l'auteur met en garde contre des interprétations trop rapides, trop optimistes, des transformations du monde du travail. Par exemple, si, dans

---

<sup>1</sup> Nous tirons cette brève bibliographie de l'article consacré à A. Gorz sur Wikipédia. La première biographie en français d'André Gorz a été publiée en 2016. On la doit à un historien d'origine suisse, Willy Gianinazzi, *André Gorz. Une vie*, Paris, La Découverte, 2016.

<sup>2</sup> *Le socialisme difficile* (1967), *Réforme et révolution* (1969), *Adieux au prolétariat* (1980), *Misère du présent, richesse des possibles* (1997) et un article publié en 2007, « Penser l'exode de la société de travail et de la marchandise ».

les années 1960 – années de croissance et de « plein emploi » -, le patronat accepte, non sans quelques réticences bien sûr, certaines catégories de revendications (presque exclusivement des hausses de salaire), celles-ci ne sont pas source d'émancipation. En effet, elles

*« peuvent favoriser aussi bien les tentatives d'intégration du syndicat dans le système, leur bureaucratisation et la coopération des syndicats bureaucratisés avec le patronat » (Gorz, 1969, p. 104).*

Au contraire, des revendications réellement émancipatrices, permettant l'autodétermination, doivent porter sur

*« un véritable contre-pouvoir ouvrier capable de contester et contrer positivement le système de décision de la gestion capitaliste, dans l'entreprise et par extension dans la société » (Gorz, 1969, p. 104).*

Dans cette perspective, la conception de dispositifs alternatifs de gestion constituerait l'une des dimensions de ce contre-pouvoir, agissant simultanément sur l'évolution du travail et sur celle de la société. En effet, pour Gorz, non seulement le système capitaliste développe et affine sans cesse des techniques pour extraire le maximum de plus-value des travailleurs, mais simultanément, il utilise plusieurs stratégies pour limiter leur vision d'ensemble des processus socio-économiques. Ce faisant, il réduit leur capacité à inventer des formes de gestion alternatives - par exemple, une autre conception de la comptabilité - et les empêche de se représenter comme des interlocuteurs légitimes pour remettre en cause la rationalité même du système<sup>1</sup>.

Dans ce sens, Gorz dénonce tout ce qui peut empêcher les travailleurs de « saisir le processus de production dans son ensemble » (1969, p. 97), tout ce qui les maintient à l'état de « main d'œuvre passive et ignorante » (1969, p. 97). Plus précisément, d'abord dans *Réforme et révolution*, puis dans plusieurs de ses ouvrages ultérieurs, il identifie les axes par lesquels se déploie la stratégie patronale. Il note ainsi le décalage entre les potentialités d'émancipation permises par le développement des technologies et les usages marchands, d'une part, et gestionnaires, d'autre part, qui sont faits de ces technologies. Il pointe également l'ignorance dans laquelle la classe ouvrière est maintenue vis-à-vis du fonctionnement global du système, et en particulier, de son appareil de gestion (comme il le dénoncera dans les années 1980, cette ignorance peut prendre la forme d'une adhésion aux fausses promesses d'autonomie et de responsabilisation du post-fordisme). Il dénonce les dérivatifs dans la consommation, y compris « culturelle », poussant les travailleurs dans une course vaine à la satisfaction de besoins artificiellement créés.

Examinons ces différentes stratégies à l'efficacité redoutable.

## **I.2. Empêcher le contrôle des travailleurs sur l'évolution des sociétés**

Gorz souligne – dès les années 1960 - le décalage entre les contraintes de l'organisation taylorienne et les capacités acquises par les travailleurs, y compris les plus hautement qualifiés et/ou rémunérés :

---

<sup>1</sup> On peut ici rapprocher ces analyses d'André Gorz portant sur l'ignorance entretenue des travailleurs, de la théorie de Pierre Bourdieu, expliquant, au moins partiellement, les pratiques et attitudes des dominés en termes d'intériorisation de leur position (domination symbolique).

*« responsable de son travail, le travailleur n'est pas maître des conditions de son exécution. L'entreprise lui demande à la fois de l'invention dans l'exécution de sa tâche et une soumission passive, disciplinée aux ordres et aux normes édictées par la direction (...), à la fois obéissance inconditionnelle et participation à sa propre oppression » (1969, p. 98).*

En d'autres termes, les travailleurs – disons une partie d'entre eux -, de par leur formation et leur pratique professionnelle ont acquis des savoirs et des savoir-faire leur permettant, en principe, non seulement de prendre des initiatives pour réaliser leurs objectifs de production, mais également d'intervenir dans le choix des priorités (ce qu'il faut produire, selon quelles modalités, pour quelle population, etc.). Mais les rapports de production capitalistes interdisent toute intervention des salariés (non dirigeants) sur les décisions stratégiques. On pourrait alors être tenté de penser qu'en changeant le mode de propriété du capital, on redonnerait du pouvoir d'agir aux travailleurs.

Gorz met en garde contre ce type de solution. Il écarte ainsi les nationalisations<sup>1</sup> : la propriété publique, étatique, des moyens de production risque, avant tout, de renforcer le rôle des nouveaux directeurs (hauts fonctionnaires, technocrates, voire individus issus du rang), nommés par l'État. Il n'y a aucune raison de penser que les nouvelles catégories de dirigeants – même s'ils sont salariés – considéreront les travailleurs comme force de proposition, comme capables d'organiser la production, de définir les priorités, etc. Le patronat public, tout comme le patronat privé, maintient la coupure entre conception et exécution.

### **1.3. Aliéner par le travail et la consommation**

Mais si l'émancipation est si compliquée à envisager, c'est, nous dit Gorz, aussi parce que l'organisation du travail en régime capitaliste produit une double aliénation, une double ignorance : si les salariés sont des consommateurs aliénés, c'est surtout parce qu'ils ne se réalisent pas dans leur travail, qu'ils vivent des manques – du fait, notamment, qu'ils n'ont pas voix au chapitre dans la détermination des orientations stratégiques, des priorités<sup>2</sup>. Cette insatisfaction structurelle engendre une plus grande disponibilité vis-à-vis de la consommation *compensatoire* de marchandises. Les besoins ainsi artificiellement engendrés pour des produits entraînent les travailleurs dans une course sans fin, leur donnant l'impression qu'ils ne possèdent jamais la panoplie complète de ce qu'ils doivent désirer. Ils éprouvent un sentiment artificiel ou relatif de pauvreté, qu'ils tentent de compenser par des revendications salariales.

A. Gorz dénonce le gaspillage de ressources, mais aussi de travail et de temps (à produire et à consommer) qu'engendre l'obsolescence programmée. Ce qui lui permet de souligner

---

<sup>1</sup> Des années 1960 au tout début des années 1980, l'objectif de nationaliser des entreprises, voire des secteurs entiers, entrainait dans le programme de plusieurs partis de gauche, avant d'être remplacé par la pratique des privatisations.

<sup>2</sup> On pourrait reprocher à André Gorz de présupposer que les individus aspirent, anthropologiquement, à prendre part aux décisions concernant l'évolution de leur activité et de leur société. S'il est difficile de montrer, empiriquement, qu'existe un désir universel de participer aux décisions stratégiques, il convient de rappeler que la volonté et la possibilité même de participer, de prendre la parole, de penser pouvoir avoir un avis, résultent aussi des parcours individuels et des structures socio-politiques. Ce que pointe Gorz, ce sont donc les entraves structurelles à l'accès des travailleurs aux décisions qui les concernent.

combien l'accès aux décisions de politique macro-économiques, combien le contrôle de l'évolution des sociétés est central pour envisager une authentique émancipation :

*« Ce qui est en question, (...) c'est l'orientation que le système et la logique du profit, c'est-à-dire de l'accumulation capitaliste, impriment à la société dans son ensemble ; c'est la politique de gestion capitaliste de l'appareil de production et l'inversion des priorités réelles qu'elle provoque dans le modèle de consommation » (1969, p. 149).*

À quoi bon en effet participer à la gestion de « son » atelier, de « son » entreprise, voire de « sa » multinationale, si celle-ci ne produit que des biens voués à la destruction, à l'obsolescence, à la manipulation des consommateurs, d'autant qu'il s'agit de biens répondant, le plus souvent, à la recherche de la seule croissance financière ?

Ces considérations, formulées dans les années 1960, conservent toute leur pertinence, comme le montre le développement d'une sphère du *divertissement* (industrie des loisirs, industrie culturelle, tourisme de masse, etc.) combinant techniques de marketing et études de psychologie expérimentale, progrès dans l'application de sciences de l'ingénieur et instrumentalisation des sciences sociales. Le perfectionnement de l'art de séduire joue d'ailleurs un rôle d'autant plus grand que les sphères d'activité soumises à la marchandisation se sont multipliées, suite, notamment, aux privatisations des services publics et aux dérèglementations. Et l'on peut craindre alors que l'engagement dans la consommation, par la place démesurée qu'il a prise depuis les années 1960, un peu partout dans le monde, n'ait fait que confirmer le diagnostic d'André Gorz. La mise au travail des clients (Tiffon, 2013) et des consommateurs (Dujarier, 2008) constitue ainsi une étape supplémentaire dans le processus de double aliénation.

Si l'auteur critique le caractère inadapté des nationalisations, il n'en dénonce pas moins « le coût social de l'initiative privée » (1969, p. 148). Ce coût comprend, non seulement l'insatisfaction dans le travail, le gaspillage des ressources et du temps, le mauvais usage des techniques, lié à la primauté de la recherche de profit (ou de « valeur » pour les actionnaires), mais aussi à l'existence d'un large volant de besoins non satisfaits. En effet, ces derniers (santé, éducation, citoyenneté, etc.) ne pourraient être satisfaits que par des services publics non marchands et autogérés.

*« Le propre des besoins collectifs, c'est qu'ils ne peuvent, le plus souvent, être exprimés en termes de demande monétaire. [Ils] échappent à tout critère de rentabilité. (...) [Ils] sont, virtuellement au moins, en contradiction permanente avec le capitalisme et marquent la limite de son efficience » (1969, p. 158).*

*A contrario, « la pseudo-culture de masse, productrice de divertissements, de diversion, de passe-temps passifs et abêtissants, ne vient pas combler un besoin né de la dispersion, de la solitude et de l'ennui ; elle vient masquer le besoin de supprimer la dispersion, la solitude et l'ennui » (1969, p. 159)<sup>1</sup>.*

La société de l'automobile lui sert d'exemple emblématique pour dénoncer l'ensemble des dégâts causés par un progrès envisagé sous le seul angle de la recherche de profits et de la création de « valeur » financière : pollution, dégradation de la santé des travailleurs et,

---

<sup>1</sup> Cette critique sans appel de l'industrie culturelle et des loisirs de masse - éléments fonctionnels du système capitaliste -, est commune aux analyses de l'École de Francfort, notamment, celles de T. W. Adorno et M. Horkheimer (voir *Dialectique de la raison*, 1974).

plus généralement de toute la population<sup>1</sup>. Au lieu d'investir collectivement dans des infrastructures publiques au service du plus grand nombre, la priorité accordée/imposée aux transports individuels – et aux seules infrastructures dédiées aux transports individuels (routes et autoroutes plutôt que voies favorisant les transports non polluants) – conduit à des inégalités de développement. De plus, la société de l'automobile incarne parfaitement le mensonge capitaliste selon lequel seule une économie de marché peut répondre aux besoins : c'est faux, elle ne fait qu'en créer de nouveaux. En effet, souligne Gorz, plus on vend de voitures et plus elles roulent, plus la pollution augmente, plus il faut inventer de nouveaux dispositifs pour corriger les destructions qu'elle engendre (n'oublions pas qu'il écrit cela au milieu des années 1960).

#### I.4. Mutiler les facultés d'émancipation

Mais au-delà de la destruction de l'environnement et de la santé d'une partie de la population, l'obsession de la croissance et de la recherche de valeurs pour l'actionnaire – obsessions consubstantielles au système capitaliste – conduisent à *mutiler* les facultés des êtres modernes, y compris celles des experts techniques d'un domaine, si souvent ignorants de l'histoire de leur propre domaine. Pour Gorz, la responsabilité de ce processus incombe au fonctionnement du système scolaire qui se révèle, à l'usage, un mode de sélection par la naissance et de renforcement des inégalités héritées. À la fin des années 1960, Gorz dénonce la volonté gaulliste d'industrialiser la formation universitaire : il y voit une étape supplémentaire du processus par lequel le projet initial d'émancipation par l'accès au savoir a été dévoyé. Le système scolaire n'est plus qu'un maillon de l'appareil technocratique,

*« totalitaire et dictatorial (au sens large), chargé d'assumer seul la tâche de centralisation et de synthèse indispensable au fonctionnement du système dans son ensemble (...). [Il] ne répond à une nécessité qu'en raison d'un malthusianisme culturel<sup>2</sup> qui prive les individus (...) des compétences nécessaires à l'exercice de l'auto-organisation, de la démocratisation à tous les niveaux » (1969, p. 189).*

Ce qui est d'autant plus grave que

*« la décadence de la démocratie (...) tient à l'incapacité – due elle-même au retard culturel et éducatif – des individus (...) à assumer eux-mêmes la gestion de la production sociale et de la société. (...) [En d'autres termes], la dépolitisation est l'idéologie de la technocratie elle-même » (1969, p. 190).*

---

<sup>1</sup> Il cite ici Pierrette Sartin, *La fatigue industrielle*, Paris, éditions Société auxiliaire pour la diffusion des éditions de productivité (S.A.D.E.P.), 1960. Pierrette Sartin est également auteur d'un livre intitulé *Le surmenage professionnel*, Paris, Hachette, 1966. La critique de la civilisation de l'automobile est un des points communs avec l'œuvre d'Ivan Ilitch (voir *Énergie et équité*, 1973).

<sup>2</sup> Par malthusianisme culturel, André Gorz désigne l'ensemble des processus sociaux, scolaires, de formation professionnelle, etc. qui réservent à une élite – les élus du système scolaire, en particulier – l'accès à l'ensemble des connaissances qui permettent, notamment, d'avoir une vue d'ensemble sur le fonctionnement de l'économie, des entreprises, tout ce qui permet de comprendre ce que les décisions de politique économique ont de profondément arbitraire. Le courant de l'éducation populaire, ainsi que les initiatives donnant aux exclus du système scolaire les compétences de base, constituent des tentatives minimales pour contrer ce malthusianisme culturel. Il en va de même, à un autre niveau, des efforts entrepris pour rendre plus accessibles les coulisses de la gestion.

En soulignant le rôle de la technocratie – alliance entre la pratique expérimentale de l'ingénieur et l'organisation bureaucratique –, A. Gorz revient sur sa principale préoccupation : montrer ce qui empêche la « classe ouvrière »<sup>1</sup> de s'auto-organiser, de prendre en charge la gestion de la société, du travail, etc. Le clivage au sein même de la classe ouvrière, entre cadre et non-cadre, entre producteurs (qui sont censés exécuter) et technocratie (qui définit les objectifs de la production et son organisation) passe par l'instrumentalisation du rôle des cadres, ingénieurs et techniciens qui, plutôt que d'aider le reste de la classe ouvrière à s'émanciper, s'arcbutent sur leurs prérogatives. Ce clivage est intentionnellement organisé et perpétué – sans doute par les acteurs dominants de l'économie – entre les fragments de la classe ouvrière, pour les maintenir dans l'ignorance et les éloigner de l'auto-organisation<sup>2</sup>.

### **I.5. Transformer l'État social en État capital**

À la fin des années 1990, dans *Misère du présent, richesse des possibles*, A. Gorz prolonge ses réflexions en les appliquant aux évolutions du capitalisme. Alors qu'une partie des observateurs demeurent soucieux de montrer que les travailleurs, en multipliant les formes de « résistances », manifestent leur aptitude à se libérer de l'emprise du capital, Gorz insiste, au contraire, sur les capacités des acteurs dominants à contourner ces « résistances », voire à y puiser les éléments de leur propre dynamique. Il s'appuie ici sur deux auteurs : d'une part, Antonio Gramsci pour qui le libéralisme est essentiellement une forme étatique structurée par de nombreuses lois et d'innombrables règlements ; d'autre part, Lester Thurow (*The Future of Capitalism*, 1995), pour qui la mondialisation est le nom que l'on peut donner aux réalités résultant des décisions de politique macro-économique, prises en réaction aux crises multiples que le capitalisme connaît. Ceux qui, à partir de la fin des années 1960, contestaient le plus radicalement le système en place et refusaient le compromis fordiste sont sans doute à l'origine des mutations que nous connaissons actuellement, et qui servent parfaitement les nouveaux habits du projet capitaliste :

*« Il devenait urgent, là aussi, de remplacer le pouvoir trop visible de l'ordonnateur central par des formes d'auto-organisation a-centrées, c'est-à-dire par une mise en réseau des sous-unités relativement autonomes qui, en se coordonnant elles-mêmes, permettraient aussi d'économiser des coûts d'organisation. Il était urgent de briser par-là la combativité des salariés, le pouvoir de négation des syndicats (...). Il fallait, en un mot, (...) "déréglementer" » (1997, p. 26).*

Nous retrouvons ici l'ensemble des politiques néolibérales qui, depuis le début des années 1980, sous différentes étiquettes, ont, un peu partout dans le monde, et tout particulièrement en Europe, démantelé des pans entiers de la régulation bancaire et financière, ont organisé la compétition fiscale et transformé, plus ou moins drastiquement, le sens des politiques sociales. Simultanément, les détenteurs du capital ont cherché par tous les moyens à échapper aux contrôles des États, l'informatique et les télécommunications leur ayant fourni le support technologique ad hoc :

---

<sup>1</sup> L'auteur utilise explicitement cette catégorie d'analyse.

<sup>2</sup> On peut ici faire le lien avec les travaux de Jean Lojkine, notamment, « L'intervention syndicale dans la gestion : le choc des cultures », *Revue Française de Sociologie*, XL-2, 1999, pp. 295-324 ; *La révolution informationnelle et les nouveaux mouvements sociaux*, Les bords de l'eau, 2016.

*« le capital avait besoin d'une révolution technique pour surmonter la crise du fordisme, se dégager des contraintes socio-étatiques, abaisser les coûts unitaires et augmenter l'accroissement de la production » (1997, p. 29).*

Mais si les acteurs financiers se sont émancipés des États nationaux, échappant à toute territorialité, ils ont simultanément conçu leur propre structure étatique à une échelle supranationale, avec ses institutions comme l'OMC, le FMI, la BM, l'OCDE. On pourrait ajouter à cette liste, les « agences » privées de fabrication des normes (comptables, gestionnaires, de santé, etc.) internationales et de notation.

*« Sans base sociale ni constitution politique, il [l'État supranational] est un pur appareil qui dit le droit du capitalisme mondialisé » (1997, p. 31).*

Il était clair, pour André Gorz, dès les années 1980, que ce n'est pas la mondialisation qui s'impose aux acteurs dominant de l'économie, mais ces derniers qui imposent, au travers d'une rhétorique d'apparence objective, les contraintes qu'ils pensent nécessaires à la croissance de leurs activités. Dès cette époque, la production *offshore* ne profitait qu'aux actionnaires et aux cadres dirigeants, au détriment de la plupart des habitants des pays pauvres et des salariés des pays développés. Pour illustrer cet état de fait, Gorz cite, entre autres, les déclarations du président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer :

*« les hommes politiques doivent comprendre qu'ils sont désormais sous le contrôle des marchés financiers et non plus seulement sous le contrôle des débats nationaux » (cité dans Gorz, 1997, p. 36).*

En somme, face à l'offensive globalisée des classes capitalistes, il est urgent, nous dit Gorz, de prendre conscience que la finance internationalisée est l'ennemi principal, celui qui se bat sur deux fronts : celui de la réduction généralisée du coût du travail, et celui de la perpétuation des rapports de domination, notamment symbolique :

*« le "pouvoir irrésistible des marchés" n'existe que par la soumission au pouvoir financier des gouvernements auxquels il sert d'alibi pour reprendre à leur compte "la guerre que le capital a déclaré à la classe ouvrière" d'abord, à la société ensuite » (1997, p. 40).*

En d'autres termes, pour Gorz, la violence des rapports sociaux demeure structurée, non sans médiation bien sûr, par les rapports de production. L'une des victoires de la classe capitaliste – et en particulier de la fraction qui se fait appeler les « marchés » financiers – est d'avoir réussi à faire pratiquement disparaître de l'horizon intellectuel les analyses en termes de luttes entre, d'une part, la classe de ceux qui orientent les évolutions de la société et, d'autre part, la multitude de ceux qui ne disposent guère des moyens de les empêcher. Si les premiers parviennent, malgré les divisions qui les opposent, à agir de façon concertée et convergente en matière de contrôle de l'économie, la grande masse de ceux que l'on ne peut plus appeler le prolétariat – puisqu'ils n'incarnent plus, selon Gorz, l'espoir de s'émanciper du capitalisme (voir ci-dessous) –, sont divisés en d'innombrables catégories, clans, communautés, etc., et passent le plus clair de leur temps à développer des stratégies individuelles, éventuellement au sein de micro-collectifs, pour trouver ou créer un emploi, occuper ou conserver un poste.



## I.6. Remplacer l'identité de classe par une identité d'entreprise

La lutte n'en est que trop déséquilibrée, d'autant que les entrepreneurs, en introduisant de nouvelles formes d'organisation du travail (par exemple, le *lean management*), mobilisent simultanément des dispositifs de gestion pour développer, chez leurs salariés, une identité d'entreprise. Cela passe, par exemple, par des critères de présélection au moment des embauches :

*« les entreprises qui ont adopté les (ou des) principes de la lean production n'embauchent que des ouvriers jeunes, triés sur le volet, sans passé syndical et, au Royaume-Uni notamment, leur imposent dans leur contrat de travail l'engagement, sous peine de licenciement, à ne jamais faire grève et à ne pas adhérer à un syndicat autre que le syndicat maison. Elles n'embauchent, en somme, les ouvriers que dépouillés de leur identité de classe » (1997, p. 65).*

En échange, les employeurs fournissent une « identité d'entreprise », via les dispositifs de gestion visant à créer de toutes pièces une culture d'entreprise :

*« La firme propose ainsi au jeune ouvrier le type de sécurité qu'offrent les ordres monastiques, les sectes, les communautés de travail : elle lui demande de renoncer à tout (...) pour se donner corps et âme à l'entreprise (...). Le lien à l'entreprise et au collectif de travail devient le seul lien social. (...) L'émancipation virtuelle des travailleurs postfordistes au sein de leur travail va ainsi de pair avec un contrôle social renforcé » (1997, p. 66).*

*« jamais l'idéologie du travail-valeur n'a été affichée, proclamée, ressassée aussi effrontément (...). Jamais la fonction "irremplaçable" du travail en tant que source de "lien social", de "cohésion sociale", d'"intégration", (...) de sens n'a été évoquée aussi obsessionnellement que depuis qu'il ne peut remplir aucune de ces fonctions » (1997, p. 98).*

Ces critiques s'adressent au courant de l'identité au travail, qui s'est développé autour des travaux de Renaud Sainsaulieu. En se référant à une série d'études tant quantitatives que qualitatives, émanant des différents champs des sciences sociales, André Gorz identifie de nombreux signes montrant que le travail a perdu de sa centralité.

*« La désaffection vis-à-vis du travail progresse dans tous les pays et dans l'ensemble de la population active, si obsédants que deviennent, d'autre part, le souci de trouver un gagne-pain ou la crainte de perdre l'emploi qu'on occupe » (1997, p. 107).*

Et si les sondages semblent soutenir l'inverse (c'est-à-dire que le travail demeure une valeur centrale), c'est qu'ils sont mal interprétés.

*« Pour réussir ce travail d'interprétation, l'observateur-interprète doit être capable de rompre avec les stéréotypes interprétatifs et culturels, il doit être capable de se hisser à un niveau de conscience au moins égal à celui des sujets les plus conscients dont il interprète l'expérience » (1997, p. 101).*

Dit autrement, non seulement les sondeurs ne posent pas forcément les questions susceptibles d'appréhender chez les individus une aspiration à sortir de la société de travail, mais ils ne savent pas interpréter les réponses. Pour que cela change, il faudrait que l'observateur se représente lui-même comme sujet, comme capable d'imaginer un autre monde, où les potentialités technologiques soient mises au service d'un autre mode

de développement (répondre aux besoins sociaux collectivement déterminés, et non pour créer de la valeur actionnariale) et d'un mode de production libérateur (réduction massive du temps de travail obligatoire, par exemple).

Ces considérations du milieu des années 1990 ne sont pas sans faire penser à des firmes contemporaines comme les fameuses GAFAs<sup>1</sup> qui attendent de leurs employés un investissement total, un don de leur temps, de leur puissance créative, voire de leur vie privée<sup>2</sup>. Faisant preuve d'une remarquable capacité d'anticipation, André Gorz note combien l'engagement sans recul au service de la divinité entreprise et de la communauté de producteurs, engagement exigé par les nouvelles formes d'organisation du travail, constitue une régression par rapport au modèle fordiste.

En effet, alors que le fordisme ne prétend pas nier le conflit entre employeurs et employés, les promoteurs des nouvelles formes d'organisation du travail – en particulier le toyotisme – cherchent à remplacer les relations sociales modernisées – accordant toute leur place aux antagonismes irréconciliables de classe –, par des relations sociales de type féodal, où tout est réputé se régler en référence à un ordre divin. Gorz anticipe une évolution que nous connaissons bien depuis le début des années 2000, avec l'éloge de l'entrepreneuriat et tout particulièrement de l'auto-entrepreneuriat :

*« L'idéologie de la vente de soi (...) sera à son comble chez les prestataires indépendants de services professionnels qui sont pour eux-mêmes, à la fois le capital fixe, sa mise en valeur par le travail, la marchandise vendue sur le marché et les promoteurs de cette marchandise par une stratégie commerciale soigneusement élaborée » (1997, p. 77).*

Dans ce type d'évolution, Gorz voit se

*« perpétuer l'éthique du travail dans un contexte où le travail perd objectivement sa centralité » (1997, p. 79).*

Dit autrement, toutes choses égales par ailleurs, plus l'élite du post-fordisme s'investit dans son travail « créatif », plus la quantité de temps de travail nécessaire pour produire les biens et services diminue (hausse de la productivité), plus les membres de cette élite s'identifient à leur entreprise et plus ils contribuent à produire et reproduire les conditions de leur propre asservissement, ainsi que la mise au chômage, la précarisation et l'appauvrissement d'une partie du reste de la population. Pour toutes ces raisons, résume A. Gorz,

*« il est insensé de présenter comme la source essentielle de l'autonomie, de l'identité et de l'épanouissement de tous, un travail dont la fonction est de faire qu'il y ait de moins en moins de travail et de salaires pour tous » (1997, p. 80).*

Ce type de critique est applicable, de nos jours, à ceux qui verraient dans les avatars les plus récents du capitalisme (nouvelle économie, économie collaborative, tiers-lieux, coworking, auto-entrepreneuriat, etc.) les moyens de l'émancipation. Gorz prend en compte non seulement le toyotisme, mais également le « réingéniering », sous-traitance en cascade, juste à temps, et toute une kyrielle de statuts d'emploi précaires, notamment

---

<sup>1</sup> Les quatre multinationales dominantes : Google, Apple, Facebook et Amazon.

<sup>2</sup> Voir l'article de Jodi Kantor et David Streitfeld (2015) sur le fonctionnement d'Amazon, ainsi que les analyses de Sébastien Stenger (2017) sur les cabinets de consultants.

les « indépendants ». L'ensemble de ces « innovations » dessinent un paysage moderne du capitalisme qui n'est pas sans rappeler le XIX<sup>e</sup> siècle :

*« au bout de la logique d'externalisation s'ouvre la perspective de l'abolition du salariat lui-même, baptisée "post-salariat" : elle permet de parachever la "flexibilisation" en rendant la rémunération du travail librement négociable entre l'entreprise et chacun de ses prestataires de travail individuels » (1997, p. 85).*

Anticipant l'importance que va prendre le discours sur le « travail indépendant », Gorz souligne la polarisation de la main-d'œuvre entre une élite qui saura tirer profit de cette opportunité, et ceux qui verront, au contraire, leur pouvoir d'agir se réduire. Pour que le travail indépendant soit une source d'émancipation, il faudrait que

*« indépendants, chômeurs, précaires, temporaires réussissent à s'organiser en pool à l'échelle de leur bassin d'emploi, à imposer le prix de leurs services et à se répartir au mieux toutes les tâches ou missions » (1997, p. 87).*

En somme, en introduisant toute une série de nouvelles formes d'organisation du travail et de statuts d'emploi,

*« le capital entreprend d'abolir la quasi-totalité des limites que, en deux siècles de luttes, le mouvement ouvrier a réussi à imposer à l'exploitation » (1997, p. 88).*

André Gorz voudrait donc trouver un moyen de prendre acte de cette abolition progressive de la nécessité de travailler et d'en faire le point de départ d'une nouvelle société, d'une autre manière d'obtenir le droit d'avoir des droits. L'erreur consiste à se contenter de réclamer des emplois, car c'est exactement ce que souhaitent les patrons, les investisseurs, que nous soyons une main-d'œuvre docile car dépendante.

### **I.7. Perpétuer des cadres de pensée obsolètes**

André Gorz pointe plus généralement le décalage entre les évolutions du capitalisme et les cadres d'analyse avec lesquels de nombreux intellectuels raisonnent pour changer la société. Alors que ces derniers proposent des solutions supposées permettre, par exemple, le retour au plein emploi ou la défense des acquis sociaux reposant sur les institutions du salariat, Gorz considère qu'il s'agit là d'une erreur de stratégie, due à un cadre d'analyse devenu obsolète. En effet, le capitalisme se caractérise moins par son aptitude à « créer » des emplois, que par sa propension à faire un usage parcimonieux de ces « créations », tout en consacrant beaucoup d'énergie à en détruire les anciennes formes.

Envisagés à l'échelle du globe – puisque les firmes et les marchés sont transnationaux –, les gains de productivité sont tels que, dans sa forme la plus avancée, le mode de production capitaliste abolit le besoin de travail productif, c'est-à-dire de travail qui valorise du capital. En effet, nous dit A. Gorz,

*« Les statistiques de l'emploi ne doivent pas tromper sur le fait que la productivité du travail continue d'augmenter rapidement et le volume du "travail productif" – au sens qu'a ce terme dans une économie capitaliste – de diminuer dramatiquement. N'y est "productif" que le travail qui "valorise" (c'est-à-dire accroît) un capital parce que celui qui le fournit ne consomme pas la totalité de la "valeur" qu'a ce qu'il produit. Les services aux personnes, en particulier, sont improductifs de ce point de vue. Aux États-Unis, souvent cités comme modèle, ils occupent 55 % de la population active qui*

*travaillent comme serveurs/ serveuses, vendeurs/ vendeuses, femmes et hommes de ménage, employés de maison, gardiens d'immeubles, bonnes d'enfants, etc. La moitié d'entre eux occupent plusieurs emplois précaires, le quart sont des working poors. Ces emplois ne font pas augmenter la quantité de moyens de paiement mis en circulation : ils ne créent pas de "valeur". Leur rémunération provient de revenus tirés d'un travail productif : c'est un revenu secondaire » (Gorz, 2007b, ).*

Ce faisant, le système capitaliste fait tout pour nous permettre « l'exode de la "société de travail" » (1997, p. 11). Mais au lieu d'en tirer toutes les leçons en termes d'émancipation, les décideurs continuent à tout entreprendre pour mettre au travail le plus possible de gens. Et l'auteur de dénoncer le décalage entre, d'une part, l'opportunité objective de s'émanciper de la société du travail productif (des emplois pour un travail hétéronome, c'est-à-dire, sur les finalités et l'organisation duquel nous n'avons pas prise, insignifiant, insatisfaisant) et des politiques centrées sur la mise au travail à tout prix :

*« il faut que le travail perde sa centralité dans la conscience, la pensée, l'imagination de tous ; (...) il faut oser vouloir nous réapproprier le travail » (1997, p. 11).*

A. Gorz rappelle que ceux qui sacralisent le travail se réfèrent uniquement « au "travail" spécifique propre au capitalisme industriel » (1997, p. 12). Lequel n'a plus rien à voir avec la réalisation de soi dans une œuvre durable. Les produits du travail sont devenus évanescents, consommés dans le temps même où ils sont produits. Ce qui disparaît ainsi, c'est le travail-crédation, la *poiesis*, l'œuvre grâce à laquelle les individus peuvent être reconnus et trouver du sens à leur activité<sup>1</sup>. Certainement pas au cœur de la production industrielle, où le travail est transformé - voire nié en son essence - par des décennies de rationalisation gestionnaire.

*« Je hais les mystificateurs qui, au nom de la définition philosophique ou anthropologique du travail, justifient la valeur d'un "travail" qui en est la misérable négation » (1997, p. 13).*

Il faut mettre à jour nos représentations : pour Gorz, en effet, les évolutions contemporaines ont un versant très positif, car, si elles se traduisent par la réduction massive du besoin de main-d'œuvre industrielle, elles s'accompagnent également de la dé-standardisation du travail, de la désétatisation et la débureaucratiation de la production sociale. Il y voit les conditions pour un

*« foisonnement d'activités auto-organisées et autodéterminées en fonction des besoins ressentis et réfléchis. (...) [Mais cela nécessiterait] la naissance d'une civilisation différente, mettant fin au pouvoir du capital sur le travail et à la prééminence des critères financiers. (...) [Au lieu de cela] ont réapparu les mêmes formes de sous-prolétarisation, de misère physiologique, de "vagabondage" et de "brigandage" qui avaient accompagné la naissance du capitalisme manufacturier à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle » (1997, p. 16).*

---

<sup>1</sup> Nous retrouvons ici les réflexions d'Hannah Arendt distinguant le travail (assurant la pure reproduction) de l'œuvre, rendant possibles les sociétés et assurant aux producteurs une existence sociale (H. Arendt, *La condition de l'homme moderne*, Paris, Press Pocket, 1988. Édition originale, 1958.p. 41 et p. 139).

Pour André Gorz, cela prouve que les acteurs dominant de l'économie, toujours en avance d'un coup, ont su percevoir les opportunités de la dernière mutation technoscientifique et les détourner à leur seul profit. C'est qu'en effet, cette mutation permet d'intégrer

« les spécificités humaines dans l'intellect inanimé des machines. L'homme devient cyborg, moyen de production dans sa totalité, jusque dans son être-sujet, c'est-à-dire capital, marchandise et travail tout à la fois » (1997, p. 18).

Cette mutation prend la forme d'une double évolution conjointe : l'accroissement du nombre d'autoentrepreneurs, d'individus-entreprises se traitant comme un capital ; et l'extension des grandes firmes qui prennent possession du capital fixe<sup>1</sup>.

Ainsi, selon notre lecture, l'analyse critique du capitalisme qu'André Gorz développe met l'accent sur la redoutable capacité des acteurs dominants de l'économie, d'une part, à réduire le volume et le coût du travail, et, d'autre part, à empêcher les travailleurs (individuellement et collectivement) de prendre conscience de leur propre aptitude à s'émanciper des rapports de domination<sup>2</sup>. L'auteur s'évertue également à dénoncer les erreurs, les erreurs de jugement et les enthousiasmes déplacés d'une partie des dirigeants syndicaux et des intellectuels de gauche. Ces trois dimensions sont intimement liées : comment engager des actions pertinentes pour rendre les individus plus autonomes, si : d'une part, les transformations propres à l'organisation du travail les empêchent de se penser comme capables et légitimes de proposer des alternatives à la société capitaliste ; d'autre part, l'extrême division du travail et le système de formation les détournent d'une vision d'ensemble du mode de production qui structure le fonctionnement social ; et, enfin, ceux dont la fonction est de les aider à triompher de ces ornières s'avèrent de mauvais conseillers ? Examinons plus en détail les critiques que Gorz adresse à ceux que l'on pourrait appeler les conseillers du prolétariat.

## II. CRITIQUE DES FAUSSES BONNES SOLUTIONS

### II.1. Non, le prolétariat n'est pas porteur d'émancipation

C'est, d'abord, à la fraction marxiste de l'intelligentsia qu'André Gorz adresse ses critiques. Non qu'il serait lui-même antimarxiste, mais parce que, connaissant et appréciant les capacités de Marx à produire l'une des analyses les plus abouties de l'économie capitaliste du XIX<sup>e</sup> siècle, Gorz insiste sur le fait que les configurations (politiques, économiques, sociales, etc.) dans lesquelles Marx a posé son jugement ne sont plus les mêmes dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle. En particulier, le prolétariat empirique n'est plus le même

<sup>1</sup> André Gorz ne cite généralement que peu d'auteurs. Mais sur ce point, il cite : J. Robin, *Changer d'ère*, Seuil, 1989 ; Henri Maler, *Convoiter l'impossible. L'utopie avec Marx, malgré Marx*, Albin Michel, 1995 ; ainsi que Jacques Bidet, « Il n'y a pas de communisme après le socialisme », *Revue M*, décembre 1993, et *Théorie de la modernité*, PUF, 1990.

<sup>2</sup> La preuve empirique de la réduction du volume et du coût du travail semble difficile à apporter. En toute rigueur, il faudrait se placer à l'échelle du monde, puisque les firmes globalisées organisent leur production à cette échelle et que les économies nationales – et donc leurs mains-d'œuvre – sont mises en compétition. Or, les différents appareils de mesure statistiques des différents États sont hétérogènes, leur fiabilité inégale. De plus, une fraction importante des emplois sont « informels », échappant à tout enregistrement institutionnel. Mais, il me semble que la thèse d'A. Gorz consiste avant tout à souligner que la tendance du système capitaliste est : a) d'accroître indéfiniment la productivité du travail humain, quel que soit le secteur d'activité, et cela s'applique aussi aux « nouveaux » secteurs que « l'innovation » peut faire émerger ; b) et de réduire la part des revenus du travail dans le partage des bénéfices (comme le montre l'augmentation des inégalités de richesse, revenus et patrimoine).

et il serait illusoire d'y voir un modèle d'émancipation ou l'avant-garde d'une quelconque révolution libératrice.

*« Le marxisme est en crise parce qu'il y a une crise du mouvement ouvrier. (...) Non que les contradictions internes du capitalisme ne soient devenues spectaculaires : jamais elles ne l'ont été autant. (...) [Mais le capitalisme] a acquis la faculté, peu étudiée et mal comprise, (...) de survivre à son mal-fonctionnement<sup>1</sup>. Il en tire même une nouvelle force : car ses problèmes non solubles le sont intrinsèquement. (...) Ils resteront insolubles tant que le mode, les forces et les rapports de production n'auront pas changé de nature » (1980, p. 13).*

Le marxisme a longtemps affirmé que le développement des forces productives engendrerait un prolétariat capable de s'appropriier collectivement ce développement et de le transformer en socialisme.

*« Or, la réalité est toute autre : 1° Le développement des forces productives du capital est fonctionnel par rapport à la logique et aux besoins du capital seulement. (...) Les forces productives développées par le capital en portent à tel point l'empreinte qu'elles ne peuvent être gérées ni mises en œuvre selon une rationalité socialiste. (...) 2° Le développement des forces productives du capital (...) a produit une classe ouvrière qui, dans sa majorité, n'est pas capable de se rendre maîtresse des moyens de production » (1980, p. 14-15).*

Dit autrement,

*« Le capitalisme a fait naître une classe ouvrière (plus largement un salariat) dont les intérêts, les capacités, les qualifications sont (...) elles-mêmes fonctionnelles par rapport à la seule rationalité du capital » (1980, p. 15).*

L'erreur de Marx est plus profonde, précise Gorz. Elle consiste à croire que l'Histoire a un sens, donné a priori, un sens indépendant de la conscience qu'en ont les individus. Pour Gorz, cette erreur vient du fait que Marx a remplacé la catégorie d'Esprit, propre à Hegel, par celle de prolétariat. C'est le prolétariat qui fait l'Histoire, qui transforme la nature : mais attention, souligne A. Gorz, il s'agit d'un *prolétariat abstrait*, d'une catégorie philosophique, non des travailleurs empiriquement observables au XIX<sup>e</sup> siècle. Certes, complète Gorz, le prolétariat réel était supposé devenir conscient au fur et à mesure de l'édification de la société communiste. Mais, dans la vision marxiste, il

*« est révolutionnaire par destination, ce qui veut dire : il doit l'être, il doit "devenir ce qu'il est" » (1980, p. 24).*

Dans ces conditions, puisqu'aucune vérification empirique n'est possible à propos des aptitudes révolutionnaires et émancipatrices du prolétariat réel, il faut, ironise Gorz, faire confiance aux analyses et aux prédictions du philosophe. Plus précisément, Gorz montre que Marx a glissé d'une analyse empirique des conditions de vie des travailleurs, à l'affirmation d'une nécessité. Il faut dès lors croire le prophète et répéter le catéchisme que ses disciples ont élaboré : une avant-garde va prendre en main la conduite du

---

<sup>1</sup> Sur ce point, on peut renvoyer aux analyses de Michel Foucault, sur le recyclage des « résistances » par les acteurs dominants. Voir également (Metzger, 2016) ;

changement, elle va organiser les choses pour que les travailleurs réels deviennent le prolétariat idéal. En somme, nous dit A. Gorz :

*« la philosophie du prolétariat est religieuse. Elle ne retient du réel que les signes qui la confortent »* (1980, p. 25).

Cette mise au point effectuée, A. Gorz pose la question centrale de son livre :

*« étant donné que le prolétariat n'est pas révolutionnaire, voyons s'il est encore possible qu'il le devienne et pourquoi on a pu croire qu'il l'était déjà »* (1980, p. 25).

Tout d'abord, note Gorz, en guise de critique et d'autocritique, contrairement à ce que l'on a pu penser, au fur et à mesure du développement des forces productives, le prolétariat réel n'est pas devenu plus conscient, il ne s'est pas rapproché de l'idéal émancipateur et révolutionnaire du modèle théorique, prophétisé par Marx.

*« Marx s'est trompé et à sa suite, tous ceux qui pensaient que le perfectionnement des techniques de production et de leur automatisation (...) [ne laisserait] subsister que des travaux techniques de niveau relativement élevé, ayant une vue globale des processus technico-économiques et capables d'autogérer la production. On sait que c'est exactement le contraire qui s'est passé. (...) Le capitalisme a réussi, au-delà de tout ce qu'on pouvait prévoir, à réduire le pouvoir ouvrier sur la production »* (1980, p. 34-5).

Toute la question est alors de savoir pourquoi, malgré l'abondance des faits contredisant le schéma idéal, tant de gens intelligents et cultivés ont été si longtemps fascinés par les vertus supposées du prolétariat et par la discipline militaire imposée par son « avant-garde » ? Pourquoi cette force de l'emprise hégélienne ? Pourquoi ont-ils accepté l'organisation militaire du travail, la discipline, au sein des partis et des usines ? Pour A. Gorz, la responsabilité en incombe aux leaders du mouvement ouvrier qui ont pris la décision de laisser l'organisation de la production aux capitalistes et de plaquer sur cette organisation un discours selon lequel

*« l'appropriation collective des moyens de production [conduit les travailleurs à] se soumettre volontairement aux nécessités de la production sociale »* (1980, p. 41).

Cette décision, ce choix vient, d'abord, de ce que l'alternative n'était pas du tout payante à court terme. En effet, inventer un autre mode de production, non militaire, susceptible d'aider à former un autre prolétariat que les travailleurs empiriques,

*« suppose qu'au lieu d'être le décalque du processus de production, la classe ouvrière en décolle, se définisse par ses exigences autonomes (...). Le pouvoir politique de la classe ouvrière apparaît alors non pas comme une solution, mais comme une condition parmi d'autres des transformations à entreprendre »* (1980, p. 41).

En d'autres termes, la stratégie consistant à faciliter et à s'appuyer sur une multitude d'initiatives alternatives au mode de production capitaliste (en dehors du modèle fordien, industriel, productiviste, de la croissance, des rapports hiérarchiques, etc.) aurait pris beaucoup plus de temps, aurait concerné un nombre beaucoup plus faible de « divisions », et n'aurait pas vraiment collé à la doctrine. Il aurait fallu, de plus, que des expériences de type autogestionnaires permettent à une fraction de la classe ouvrière de prendre en main l'organisation de la production et de la consommation. Cela lui aurait permis d'apprendre

à gérer de façon différente des propriétaires capitalistes : tout au moins, peut-on l'espérer. C'est en somme toute cette orientation qui n'a pas été prise.

## II.2. Il faut détruire les structures du pouvoir et non s'en emparer

Mais l'obstination à vouloir appliquer à la lettre une partie des recommandations de Marx, tient aussi, nous dit Gorz, au caractère dogmatique, totalitaire de certaines organisations du mouvement ouvrier, qui les a conduits à des positions absurdes. Elles ont ainsi cherché à réprimer, chez les travailleurs, tout ce qui empêchait leur « prolétarisation », comme, par exemple, le désir d'autonomie, de s'établir à son compte, etc. L'objectif de certains leaders autoproclamés du mouvement ouvrier était d'accélérer le mouvement de prolétarisation qui lamine toute individualité.

*« le prolétaire doit se perdre comme individu pour se trouver comme classe, maître du système qui l'aliène » (1980, p. 46).*

Si le « vrai » prolétaire doit ressembler à l'image caricaturale qu'en a donnée le marxisme dogmatique – quitte donc à faire ressembler de force le prolétaire empirique au modèle -, le « vrai » militant est aussi celui qui doit réprimer en lui toute individualité. Aussi, à force de faire rentrer les individus réels (prolétaires, militants) dans les cadres idéaux supposés les représenter, à force d'obliger les individus réels à intérioriser leur exploitation, leur position de dominés, leur dépossession :

*« la dictature du prolétariat (...) se réduit à une prise en charge étatique des besoins ouvriers, grâce à la présence, aux leviers de commande de l'État, de partisans d'une redistribution fiscale du revenu national » (1980, p. 51).*

Pour qu'il en soit autrement, il faudrait permettre aux individus de recréer le tissu social détruit par le capitalisme, de retrouver des capacités de production et de consommation autonomes. À défaut de quoi, comme nous le constatons avec une intensité accrue au début du XXI<sup>e</sup> siècle, la réalité se caractérise par une absence d'échanges réels, de coopération authentique entre travailleurs (d'une même entreprise, d'une même branche, d'un pays ou d'un ensemble de pays), entre producteurs et consommateurs, en particulier sous l'effet de l'internationalisation des firmes. Il en résulte une totale dépolitisation des masses salariées.

Un tel décalage - entre les situations empiriques et les cadres supposés permettre de les penser - est moins le fait de Marx lui-même que celui des partis politiques qui se réclament de son héritage. En réalité, Marx considère l'émancipation comme le fait d'agir contre ce qui nous aliène, ce qui nous empêche de penser, de retourner ce qu'il appelle « la négativité » contre notre oppresseur. Ce que le prolétaire doit nier, ce n'est pas l'individu en lui, mais le prolétaire déshumanisé qu'il risque de devenir.

Plus grave encore : une fraction de l'élite intellectuelle « de gauche » commet le même type d'erreur, tout en pensant échapper aux erreurs du marxisme dogmatique. Croyant voir émerger dans les nouvelles formes d'organisation du travail des années 1970, les prémices d'une société alternative, ces prophètes oublient que, même quand les capitalistes accordent de l'autonomie à de petites équipes d'ouvriers (Gorz cite des cas concrets d'entreprises françaises et italiennes), ils prennent bien soin de limiter cette autonomie à la réalisation d'objectifs préfixés au sein d'un cadre inchangé. Dès lors, les chefs des équipes se retrouvent piégés, devenant les exploités de leurs coéquipiers :



*« En effet, dès qu'une norme est fixée par les ouvriers et acceptée par la hiérarchie, elle devient pour l'ouvrier un nouveau carcan (...), l'expression du pouvoir contraignant de la hiérarchie patronale. Celle-ci, en effet, ne peut en aucun cas, admettre la souveraineté réelle du groupe ouvrier sur les variables qui se trouvent en son pouvoir. (...) Du coup, voici les délégués – élus révocables du groupe ouvrier de base – transformés aux yeux des ouvriers (et à leurs propres yeux) en délégués de la direction (...) Le pouvoir ouvrier à la base se révèle ainsi une impossibilité matérielle, dans le cadre des structures de production données » (1980, p. 65-66).*

Le verrou essentiel à une prise de pouvoir par la « classe ouvrière » se situe au niveau de la division et de l'organisation générale de la production, au sein d'un capitalisme financiarisé à l'échelle globale. C'est pourquoi, rien ne sert de remplacer la direction capitaliste par les directions ouvrières, puisque c'est « *le système industriel tel que nous le connaissons* » qui asservit au moyen de ses « *grandes machines techniques et bureaucratiques* » (1980, p. 69).

Il précise, dans le même ordre d'idées

*« le pouvoir, dans les sociétés modernes, n'a pas de sujet (...). Sa réalité est structurelle : il découle de l'existence d'un appareil de domination qui confère un pouvoir fonctionnel à ceux qui en occupent les postes (...). La nécessité de s'emparer de l'appareil de domination afin de le changer par la suite est l'illusion constante du réformisme. (...) Le prolétaire est constitutivement incapable de devenir le sujet du pouvoir. Si ses représentants s'emparent de l'appareil de domination mis en place par le capitalisme, ils reproduiront le type de domination qu'il a mis en place et deviendront à leur tour une bourgeoisie de fonction<sup>1</sup> » (1980, p. 86-7).*

Toute la question demeure alors de savoir comment garantir qu'une transformation macro-politique soit plus favorable, collectivement, que la situation d'origine.

### **II.3. Les illusions de la participation et de l'autogestion**

Dans ce sens, Gorz met en garde contre l'erreur qui consisterait à développer l'initiative et la participation collective aux décisions, sans que, simultanément ou préalablement, les cadres de l'organisation du travail soient eux-mêmes transformés.

*« Une société qui introduirait la semaine de 32 ou de 24 heures sans que les rapports de production et de travail ne soient changés (...) n'aurait en rien avancé vers une forme supérieure de civilisation, mais simplement produit, à une plus grande échelle, la civilisation sous-prolétarienne des grandes villes américaines » (1967, p. 134).*

En d'autres termes, sans agir simultanément sur les cadres constitutionnels, législatifs, macropolitiques, le risque est grand que les producteurs autogestionnaires, confrontés à la concurrence et contraints de trouver de « nouveaux marchés », ne soient tôt ou tard obligés de baisser le coût de *leur* travail, en recherchant des rendements croissants. C'est pourquoi la société capitaliste ne peut être sérieusement et durablement contestée,

---

<sup>1</sup> On peut ici penser que Gorz, après avoir critiqué le messianisme de certains partis de gauche, se fait à son tour prophète. Un peu à la manière de la philosophie de l'Histoire, l'avenir serait écrit d'avance. On peut toutefois nuancer cette impression, en considérant que Gorz veut surtout mettre en garde contre les risques, les dangers, de se contenter de changer d'équipes dirigeantes. Cela seul ne suffit pas à redonner du pouvoir d'agir aux producteurs. L'origine de la domination se situe dans l'organisation générale du système.

transformée dans un but émancipateur, qu'à condition de songer à des institutions sociales alternatives à celles du salariat :

*« se soucier des alternatives à la société salariale n'est donc pas un luxe d'intellectuels décadents des pays riches. La société salariale contient moins d'avenir et de promesses pour l'humanité et pour le monde que le modèle social du Kerala » (1997, p. 47).*

C'est dans cette perspective qu'il faut interpréter les procédés supposés innovants et visant à dépasser les méfaits du taylorisme/fordisme : ainsi, le toyotisme, avec la *lean production*, prétend accorder aux producteurs une marge d'initiative plus grande pour leur auto-organisation. Certes, dans le :

*« modèle idéal de l'entreprise postfordiste (...), le paradigme de l'organisation y est remplacé par celui du réseau de flux interconnectés, coordonnés en leurs nœuds par des collectifs auto-organisés dont aucun ne forme un centre » (1997, p. 57).*

Mais, au-delà des promesses d'autonomisation et de responsabilisation, cette évolution, cette « nouvelle » forme d'organisation du travail est-elle le signe avant-coureur : d'une « possible libération dans le travail et du travail tout à la fois », ou

*« porte-t-elle l'asservissement des travailleurs à son comble, les obligeant à prendre à leur compte la fonction patronale, (...) à placer l'intérêt de l'entreprise au-dessus de tout, y compris de leur santé et même de leur vie » (1997, p. 57) ?*

Pour A. Gorz, c'est bien cette dernière tendance qui est à l'œuvre dans le toyotisme, car, en l'absence de remise en cause des cadres d'action (le choix des priorités et modalités de la production demeurent entre les mains des actionnaires), les ouvriers doivent s'impliquer, plus qu'avec le fordisme, pour réaliser ce que les représentants des actionnaires ont décidé :

*« Or, c'est au niveau du choix de la production, au niveau de la définition du contenu des besoins et de leur mode de satisfaction, que se situe l'enjeu politique de l'antagonisme entre capital et travail vivant. Cet enjeu étant en dernière analyse le pouvoir de décider la destination et l'usage social de la production » (1997, p. 63)<sup>1</sup>.*

Ce qui empêche l'émancipation pleine et authentique c'est donc la persistance d'un rapport de force favorable au capital. En conséquence, les expérimentations contemporaines qui se présentent comme post-tayloriennes, ne sont que des applications limitées de certains segments du modèle complet, de certains principes, dès lors que les capitalistes se sont prémunis contre un usage trop autonome des parcelles de liberté concédées.

#### **II.4. Mais où sont passés les lumières ?**

Il est donc de toute première instance de pointer les erreurs d'analyse de certains intellectuels marxistes : Toni Negri, Maurizio Lazzarato, M. Hardt, Philippe Zarifian, etc. Ces derniers en effet semblent avoir été dupes des sirènes du patronat et semblent croire que la revendication d'autonomie salariale a effectivement triomphé. Gorz leur rappelle quelques évidences :

---

<sup>1</sup> André Gorz fait référence ici à Jacques Bidet et Jacques Texier (dir.), *La crise du travail*, Paris, P.U.F., (Actuel Marx), 1995.

*« Le travailleur autonome dans et par son travail devrait tendre tôt ou tard à refuser d'être réduit à sa fonction productive. Il devrait finalement mettre en question tout ce qui est soustrait à son pouvoir (...) l'amont et l'aval de son travail, les décisions économiques et politiques qui le conditionnent » (1997, p. 70).*

Mais, selon Gorz, les porteurs d'un « délire théoricien » (Negri, Zarifian) n'ont rien compris. Ils s'imaginent que l'autonomie dans le travail accordée aux ouvriers toyotistes est le début du « grand soir » :

*« l'autonomie dans le travail est peu de choses en l'absence d'une autonomie culturelle, morale et politique qui la prolonge et qui ne naît pas de la coopération productive elle-même, mais de l'activité militante et de la culture de l'insoumission, de la rébellion, de la fraternité, du libre débat, de la mise en question radicale (celle qui va à la racine des choses) et de la dissidence qu'elle produit » (1997, p. 70).*

Ce que ne voient pas ces intellectuels fascinés par leurs propres dogmes, c'est que, lorsque le capital en vient à mobiliser les capacités imaginatives, de coopération et d'autonomie des travailleurs, il ne peut le faire de manière autoritaire et directe sur le lieu de travail<sup>1</sup>. L'apparente délégation de pouvoir n'est qu'une ruse. Dans la phase actuelle de son développement :

*« la domination du capital ne peut s'exercer directement sur le travail vivant par des contraintes hiérarchiques. Elle ne peut s'exercer qu'en empruntant des voies indirectes : elle doit se déplacer en amont de l'usine et prendre la forme d'un conditionnement qui conduit le sujet à accepter ou à choisir ce que l'on entend lui imposer. L'usine, le lieu de travail cessent alors d'être le terrain principal d'un conflit central. Le front va se trouver partout où l'information, le langage, le mode de vie, les goûts, les modes sont produits et façonnés par les forces du capital, du commerce, de l'État, des médias » (1997, p. 74).*

Ce type de critique, consistant à souligner que ce qui explique les pratiques observables, empiriquement objectivables, ne se situe pas dans la situation, ni dans les interactions, mais dans ce qui précède la situation, et dans ce qui la prolonge (anticipations), s'applique parfaitement à l'aspiration, présentée comme authentique par de nombreux observateurs, à devenir autoentrepreneur. En effet, plutôt que d'y déceler un « choix » individuel, les commentateurs pourraient s'interroger sur les marges de manœuvre réelles des individus, sur leurs « capacités » (Amartya Sen) et pointer le paradoxe qui consiste à désirer connaître une existence précaire, sans réel futur, dans une société où les écarts de richesse (patrimoine et revenus) vont croissant.

Sa critique des intellectuels ne se limite pas aux années 1990. Dès les années 1960, aux yeux de Gorz, rares étaient les théories à la hauteur des enjeux.

*« Jamais le mouvement ouvrier n'a eu un besoin si grand de théoriciens, jamais, en France, il n'en a été si pauvre, abandonnant d'immenses champs de recherches potentiellement créatrices à des sociologues empiristes, abandonnant du même coup au néo-capitalisme le soin de forger une idéologie de consolation et de justification pour des couches sans cesse grossissantes de travailleurs non manuels » (1969, p. 200).*

---

<sup>1</sup> David Courpasson était arrivé à des considérations proches. Voir *L'action contrainte*, Paris, PUF, 2000.

Quelques penseurs, philosophes sociaux, échappent néanmoins à sa critique. Il en va ainsi d'Ernest Mandel, dans son *Traité d'économie marxiste* (1962) et surtout d'Herbert Marcuse, dans *L'homme unidimensionnel* (1964). Sur la base de leurs réflexions, Gorz propose que ce soit le temps libre qui serve d'étalon de la richesse, à condition, cependant, que l'individu profite de ce temps pour « se produire », échapper ainsi à la tentation de la résignation, en se cultivant - et non en consommant des « produits culturels », c'est-à-dire des marchandises de l'industrie culturelle -, en s'informant pour s'émanciper, pour éviter les pièges de la fausse autonomie et de l'auto-entreprenariat.

### III. ESQUISSES D'UNE ALTERGESTION

Que propose alors Gorz pour renverser les tendances du capitalisme à exploiter avec toujours plus d'intensité la main-d'œuvre (celle qui est encore utile à la valorisation du capital, à la création de valeur pour les marchés financiers) et, simultanément, pour corriger les erreurs d'interprétation des observateurs, parfois sincèrement soucieux d'aider les travailleurs ?

#### III.1. D'abord, s'émanciper de la croyance dans le prolétariat

Il me semble que, pour André Gorz, la priorité consiste, avant de concevoir une alternative précise, à tout mettre en œuvre pour changer les représentations dominantes, faire en sorte qu'elles correspondent mieux aux réalités. C'est le sens de *l'Adieu au prolétariat* : les cadres d'interprétation de la société capitaliste doivent tenir compte du fait que le travail ne fonde plus l'identité, il n'est plus la source principale de l'identification, ni ne contribue au sentiment d'appartenir à une classe :

*« Le néo-prolétaire est plutôt un non-travailleur provisoirement employé à une tâche indifférente : il fait "n'importe quoi" que "n'importe qui" peut faire à sa place. Il est l'exécutant précaire et quelconque d'un travail précaire et quelconque. (...) Les travailleurs ne produisent pas la société par la médiation des rapports de production ; c'est l'appareil de production dans sa généralité qui produit du "travail" et l'impose sous une forme contingente à des individus contingents et interchangeables » (1980, p. 98).*

Autrement dit, la double précarisation du néo-prolétariat - partagé entre (menace du) chômage et emploi précaire - est synonyme de perte de pouvoir d'agir, d'impossibilité à influencer sur l'évolution sociétale. En effet, du fait de la rationalisation gestionnaire, les emplois créés,

*« ne pourront être source d'identité, de sens et de pouvoir pour ceux qui les occuperont. Car la quantité de travail nécessaire à la reproduction d'une société (...) viable disposant de tout ce qui est nécessaire et utile à la vie, cette quantité est en diminution rapide. (...) Des pans entiers de l'activité économique ont pour seule fonction de "donner du travail", c'est-à-dire de produire pour faire travailler » (1980, p. 100).*

Les immenses gains de productivité accumulés depuis des décennies et à l'échelle globale ne sont pas utilisés pour faire sortir les individus du travail capitaliste : ces gains sont reconvertis en travail et en consommation, dont la fonction n'est pas de répondre à des besoins sociaux, mais de reproduire les rapports de domination et d'exploitation au fondement du capitalisme. Il n'y a donc rien à attendre du développement des forces productives :

*« La logique du capitalisme, (...) la société industrielle productiviste ne peut désormais se perpétuer qu'en donnant à la fois plus et pire : plus de destruction, plus de gaspillages, plus de réparation des destructions, plus de programmation des individus jusque dans leur intimité » (1980, p. 102).*

Ainsi, selon André Gorz, le préalable à la pensée d'une alternative consiste à s'approprier ce changement radical de point de vue sur le monde : il ne sert à rien d'essayer de s'accrocher aux institutions du salariat, le (néo)prolétariat n'est que le produit du développement capitaliste, le résultat de plus d'un siècle de progrès de la rationalisation gestionnaire, il ne peut en aucun cas incarner l'espoir d'un sursaut.

### **III.2. Puis, concevoir un cadre d'action articulant travail hétéronome et travail autonome**

Alors, comment s'émanciper du capitalisme si le prolétariat n'existe plus ? Sur quelles bases établir ce projet de société alternative ? À la lecture des précédentes sections, on se doute bien que l'auteur ne propose pas une révolution rapide, brutale, violente avec prise du pouvoir par une élite supposée incarner l'avant-garde du projet socialiste. Très schématiquement, on peut présenter les grandes lignes de son projet d'émancipation de la façon suivante :

a) la finalité de toute entreprise émancipatrice est :

a1) d'une part, d'amener l'ensemble des individus à comprendre les mécanismes politiques, sociaux et économiques qui régissent la vie en société (acquérir les représentations adéquates sur le monde) ;

a2) et, d'autre part, de permettre à chacun de participer aux décisions stratégiques (notamment, priorités et modes d'organisation de la production, mais aussi de la consommation), en se sentant légitime pour participer (exit la domination symbolique, exercée par une minorité, à tous les niveaux) ;

b) pour y parvenir, Gorz suggère de conserver (pendant une période de transition ?) deux sphères de production :

b1) l'une, qu'il qualifie d'hétéronome, correspond à la production capitaliste de marchandises et de services de masse, les gains de productivité étant redistribués en priorité, non pas aux propriétaires/actionnaires, mais aux producteurs, sous forme de temps libre ;

b2) et une sphère de production autonome, celle précisément développée pendant le temps libre où les activités seraient réalisées selon des principes, des finalités, différentes (il ne s'agirait donc pas de « consommer » des loisirs divertissants) ;

c) et c'est en misant sur un double mouvement (vertueux) que l'on peut espérer, avec Gorz, que l'émancipation de tous sera au rendez-vous. Ce double mouvement consiste, d'une part, en une réduction progressive du temps consacré, individuellement, au travail hétéronome (celui-ci étant dorénavant organisé de manière à ce que les producteurs y puissent acquérir une compréhension du fonctionnement global du système de manière à participer à ses orientations) ; et d'autre part, en élaborant des pratiques et des relations, pendant le temps libéré, susceptibles d'être appliquées en retour pendant le temps hétéronome.

Le modèle que retient Gorz pour illustrer la sphère autonome est celui des pratiques élaborées en dehors des institutions du salariat, dans ses marges, ses interstices.

« Seule la non-classe des non-producteurs est capable de cet acte fondateur ; car seule elle incarne à la fois l'au-delà du productivisme, le rejet de l'éthique de l'accumulation et la dissolution de toutes les classes. » (1980, p. 102-3).

Il en voit un exemple dans les activités d'attention aux autres, de sollicitude, celles que l'on poursuit parce qu'elles ont leur sens en elles-mêmes. Si, au moment où il défend cette thèse (fin des années 1970-début des années 1980), de telles activités n'ont pas encore été passées à la moulinette de la rationalisation capitaliste, c'est parce que leur production marchande n'est pas (encore) rentable. Il voit dans la généralisation des pratiques qui s'y déploient un moyen d'élargir la sphère du travail autonome. Cela l'amène, par exemple, à critiquer la salarisation du travail domestique. Si ces activités devenaient marchandes et donnaient lieu à une production industrielle,

« la dernière enclave d'autonomie individuelle ou communautaire serait ainsi supprimée. L'industrialisation, au moyen de programmes informatiques consommables à domicile, des soins et de l'hygiène physique et psychique, de l'éducation des enfants, (...) irait directement à l'encontre des aspirations à l'œuvre dans la société post-industrielle. Au lieu d'étendre la sphère de l'autonomie individuelle, elle soumettrait les activités constitutives de cette sphère aux critères productivistes de rendement, de célérité et de conformité à la norme » (1980, p. 118-119).

André Gorz anticipe ici sur des transformations qui ont effectivement eu lieu, par exemple, en matière de maintien à domicile des personnes malades, âgées, handicapées, ou encore vis-à-vis de certaines activités de loisirs devenues marchandes. Mieux, il perçoit les risques que l'informatisation peut faire peser sur le temps libre :

« la socialisation informatique tendrait à réduire le temps qui peut être consacré aux activités non-économiques, (...) elle "libérerait" les individus de leurs activités libres elles-mêmes pour les réduire à n'être, jusque dans leur sphère domestique, que des consommateurs et des usagers passifs d'objets, d'informations et de programmes marchands » (1980, p. 119).

Vouloir salarier ou marchandiser ces activités c'est bien participer de la rationalisation capitaliste. C'est pourquoi, il faut inverser le regard porté sur les activités non-économiques, non encore marchandisées, non encore gestionnalisées. L'émancipation consiste « à étendre la rationalité non-économique de ces activités au-delà de la domus », à étendre la portée des « valeurs de réciprocité, de tendresse, de gratuité et d'amour, de la vie sous toutes ses formes » (p. 120)<sup>1</sup>. Se référant à ce qu'écrit Herbert Marcuse dans « Socialisme et féminisme »<sup>2</sup>, Gorz suggère d'étendre ces valeurs jusque dans le travail salarié qui en serait forcément transformé.

### III.3. Réorienter l'action des syndicats

Pour porter ce projet, très vague et simultanément très ambitieux, Gorz propose d'établir

<sup>1</sup> On retrouve ici des points communs, au moins dans le discours et l'intention, avec les courants d'idées et les initiatives qui, depuis le début des années 1980, cherchent à promouvoir les valeurs et le travail du Care.

<sup>2</sup> Texte revu et augmenté d'une conférence que donna Herbert Marcuse le 7 mars 1974 sur invitation du Center for Research on Women de la Stanford University. La conférence a été traduite en français et publiée en 1976, dans un recueil comportant deux autres conférences, sous le titre *Actuels*, aux éditions Galilée.

*« un véritable contre-pouvoir ouvrier capable de contester et contrer positivement le système de décision de la gestion capitaliste, dans l'entreprise (et par extension dans la société) » (1969, p. 104).*

Il faut pour cela dépasser les revendications portant uniquement sur les augmentations de salaire, les élargir au contrôle de l'évolution de la société et de la gestion des entreprises (participation aux décisions stratégiques).

*« C'est pourquoi, la première tâche du mouvement ouvrier est actuellement d'élaborer une stratégie et des objectifs nouveaux qui unissent indissolublement la revendication salariale, la revendication de gestion et la revendication d'auto-détermination par les travailleurs des conditions et des rapports de travail » (1969, p. 106).*

Citant Bruno Trentin<sup>1</sup>, il précise que toute modification dans le processus productif doit être négociée par les travailleurs (organisation du travail, affectation aux postes, cadences, organisation du temps, etc.), y compris la répartition des revenus. Gorz est conscient de ce qu'une telle voie implique :

*« ce combat n'abolira pas d'emblée le profit (...), il devra se conclure par un compromis. Il s'engagera dans une voie semée d'embûches. Il obligera le syndicat à des accords avec les patrons. (...) Le syndicat devra "se salir les mains". Les dangers de la ligne d'action que je viens d'esquisser sont réels » (1969, p. 110 et suivantes).*

André Gorz est parfaitement conscient du fait que le patronat sait intégrer à sa propre stratégie les résultats de futures négociations : le patronat – à commencer par sa fraction la plus éclairée, la plus performante - a toujours une longueur d'avance, parfois en recyclant subtilement certaines des aspirations des travailleurs (pensons au « management humaniste »). On le voit mal perdre le contrôle de l'évolution des cadres d'action :

*« le patronat conserve l'initiative : c'est lui qui place constamment le syndicat devant des situations nouvelles d'ordre économique, structurel, technologique, organisationnel, situations qui conditionnent la structure professionnelle, les carrières, (...) et ne laissent aux syndicats que le choix de dire oui ou non, sans que son non tire à conséquence » (1969, p. 113-4).*

C'est pourquoi, pour être réellement émancipatrice, l'action syndicale doit s'emparer

*« des données à partir desquelles la politique de gestion s'élabore, qu'il anticipe sur les décisions patronales, qu'il pose à chaque pas sa propre solution alternative, (...) son plan de réorganisation, de classement, de emploi » (1969, p. 114).*

Pour A. Gorz, la solution consiste à miser sur l'existence et l'action d'un syndicalisme authentiquement autonome, capable de défendre l'amélioration et la satisfaction des besoins naissant du travail lui-même. Les représentants du personnel doivent en permanence veiller à l'amélioration des conditions de vie et de travail, au fur et à mesure des évolutions technologiques. Ainsi, en agissant sur

*« l'organisation du travail, la composition des équipes, les temps et les cadences, les conséquences de l'innovation technologique, et même, dans certains cas, leur nature*

---

<sup>1</sup> Bruno Trentin, « Les syndicats italiens et le progrès technique », *Sociologie du travail*, n°2, 1962. Bruno Trentin est un dirigeant de la CGIL – l'équivalent de la CGT en Italie -, issu d'un milieu antifasciste et intellectuel.

*(...), les syndicats doivent provoquer partout la recherche d'un équilibre entre l'efficacité maximale et (...): 1) le maximum de satisfaction dans le travail; 2) le maximum de production et de gains monétaires; 3) le maximum de temps libre » (1967, p. 147).*

Dès les années 1960, André Gorz est convaincu que la sortie de la société capitaliste nécessite de repenser toutes les dimensions du fait gestionnaire : de l'organisation du travail à la comptabilité de gestion, des choix budgétaires aux finalités mêmes de la production<sup>1</sup>. Il fournit même un cadre pour évaluer le degré d'émancipation porté par les expérimentations concrètes, en particulier dans les entreprises. Ce cadre comprend trois critères, ou plus exactement trois conditions, qu'il formalise encore dans les années 90, et qui permettent de

*« dépasser l'aliénation du travail (...): a) l'auto-organisation du travail par les travailleurs eux-mêmes qui deviennent ainsi les sujets de leur coopération productive; b) un travail et un mode de coopération vécus comme épanouissant par chacun et qui développe des facultés, des compétences que chacun peut mettre en œuvre de façon autonome pendant son temps libre; c) l'objectivation du travail dans un produit reconnaissable par les travailleurs comme le sens et le but de leur propre activité » (1997, p. 62).*

C'est à l'aune de ces critères qu'il convient de juger les potentialités émancipatrices des nouvelles formes d'organisation du travail : comme nous l'avons vu plus haut, ces critères ont permis de pointer les paradoxes du toyotisme, par exemple.

#### **III.4. Développer les sphères de production autonome**

André Gorz ne se contente pas de fixer des orientations et des critères d'appréciation : il se montre très favorable à certaines expérimentations et certaines revendications, notamment, celles qui consistent à réduire le temps de travail obligatoire (à l'échelle d'une vie). Toutefois, note-t-il aussitôt, de telles orientations n'ont d'intérêt que si le temps libéré peut lui-même être occupé à des activités enrichissantes. Et là, Gorz évoque la possibilité d' :

*« avoir librement accès à des ateliers de réparation et d'autoproduction dans les immeubles, quartiers ou communes où chacun puisse fabriquer et inventer, selon sa fantaisie » (1980, p. 121).*

Ces suggestions, alors originales et semblant incarner une alternative au capitalisme industriel<sup>2</sup>, ne sont pas sans faire écho aux actuels courants et mouvements promettant de transformer le travail et la consommation (tiers lieux, espaces de coworking, Fablab, etc.)<sup>3</sup>. Ou plus exactement aux discours dominants portant sur ces structures. D'ailleurs, parmi les pistes de solution pour sortir du gaspillage inhérent à la production capitaliste, André Gorz parle de l'invention de technologies alternatives développées par des groupes

---

<sup>1</sup> Nous retrouvons ici les travaux et propositions de Jacques Richard, présentées dans les Actes du séminaire pour une altergestion, dans ce numéro des CISG.

<sup>2</sup> Gorz fait ici référence à un certain Rudolf Bahro, *L'alternative*, Stock, 1978.

<sup>3</sup> Les promoteurs et les animateurs de ces espaces entendent favoriser la coopération, l'inventivité, le partage des connaissances, etc., grâce à la pratique en un même lieu d'activités non encadrées.



militants faisant l'objet d'expérimentations sociales, de nouvelles manières de vivre ensemble, de coopérer, de produire (sphère autonome, donc).

Il semble que, dans l'esprit de Gorz, ce ne sont pas les technologies qui soient alternatives, mais d'abord les relations sociales que les militants-producteurs nouent dans cette sphère autonome. Ce seraient ces relations alternatives qui, dans un second temps, leur permettraient de concevoir des technologies nouvelles, dans le sens d'alternatives à celles développées dans le cadre de la sphère de production capitaliste (hétéronome). Les militants deviendraient ainsi des militants-inventeurs. Sans doute pensait-il à des modes de production et de consommation évitant le gaspillage de ressources rares (à commencer sans doute par consommer moins, mais aussi, à produire de l'énergie à base de ressources renouvelables). L'auteur évoque en ce sens,

*« l'importance des technologies alternatives permettant de faire plus et mieux avec moins tout en élargissant l'autonomie des individus et des communautés de base »* (1980, p. 177).

On pourrait alors être tenté de voir en Gorz un chantre des courants dits de l'économie collaborative et du partage. Toutefois, prudent, André Gorz souligne que ces alternatives sont limitées, elles ne vont pas suffire pour sortir du capitalisme, même si on les envisage comme l'une des formes de l'autogestion technique :

*« l'autogestion technique ne fera jamais de tous les travaux socialement déterminés des activités dans lesquelles l'individu peut s'investir et s'épanouir complètement : elle ne peut abolir la tendance à abolir les anciens métiers dans la sphère de la production sociale »* (1980, p. 139).

Il faut en effet tenir compte du fait que deux siècles de division du travail ont réduit la portée des actions autogestionnaires. Les travailleurs ne possèdent plus leur métier comme ils pouvaient encore le faire du temps où Marx écrivait : dorénavant, les travailleurs ne maîtrisent même plus le perfectionnement de leur propre métier.

*« La division du travail est donc inévitablement dépersonnalisante. Elle fait du travail une activité hétéronome et limite son autogestion à autogérer les conséquences de changements et de décisions intervenant en amont »* (1980, p. 141).

De plus, et cela explique aussi les raisons pour lesquelles Gorz souhaite le maintien d'une sphère d'hétéronomie :

*« Inversement, le travail socialement déterminé de la sphère d'hétéronomie protège les individus contre les pressions et les tensions d'une communauté fortement intégrée »* (1980, p. 144).

En d'autres termes, la sphère d'autonomie peut être très utile pour inventer des relations originales et des technologies alternatives, mais elle ne peut ni prendre en charge l'ensemble des besoins d'une société complexe, ni garantir à elle seule l'émancipation individuelle. En effet, Gorz ne milite pas pour une société sans État, qui serait constituée de l'agrégation – miraculeusement vertueuse - de communautés autosuffisantes. Il tient à l'équilibre des tensions, conscient que trop d'État ou trop peu d'État sont deux situations extrêmes qui engendrent, chacune, des rapports de domination écrasants s'opposant à toute émancipation.

*« Le problème qu'un "socialisme post-industriel" devra résoudre est donc, non pas celui de l'abolition de l'État mais celui de l'abolition de la domination. (...) Les appareils étatiques, en effet, ne sont pas la source de cette domination ni leur cause dernière. Ils sont eux-mêmes requis par des rapports sociaux de domination qu'ils prolongent et consolident en rajoutant leurs propres effets de domination » (1980, p. 163).*

Plus, c'est même l'État qui *« demeure l'outil indispensable pour (...) soustraire la société à la domination (...) par une classe. Il est seul en mesure, enfin, de réduire le pouvoir de la classe dominante et sa sphère d'autonomie » (1980, p. 164-5).*

*« Il va de soi que l'État ne fera rien de tout cela de son propre chef. (...) L'État ne pourra cesser d'être appareil de domination sur la société (...) que si la société est déjà travaillée par des luttes sociales qui y ouvrent des espaces d'autonomie tenant en échec la classe dominante » (1980, p. 165).*

Il ne s'agit donc pas tant de prendre l'État pour s'en servir afin de transformer la société, mais, depuis la société, élargir peu à peu les espaces d'autonomie tout en s'appuyant sur l'État, en le transformant par petites touches. Le jeu entre les sphères de production hétéronome et autonome, les contaminations réciproques qu'il devrait favoriser, constitue, pour Gorz, un moyen de gagner en pouvoir d'agir, de reprendre la main sur les acteurs dominants du champ politique :

*« le lieu où le débat sur les fins, leurs conditions de possibilité et les voies qui y mènent est toujours explicite et ouvert. (...) La finalité essentielle du politique n'est donc pas l'exercice du pouvoir, mais au contraire, d'orienter et de codifier les actions du pouvoir » (1980, p. 167).*

Dit autrement, la mise en compétition des sphères hétéronome et autonome, par les prises d'initiatives qu'elle pourrait susciter, constitue une manière de sortir des rapports de domination, à l'échelle de la société. Mais qui pourra réellement prendre ces initiatives, intervenir dans le champ politique pour en contrôler les acteurs actuellement dominants ? Qui dispose des capacités requises ? N'est-ce pas là simplement déplacer le problème ? Ne doit-on pas craindre que seule une minorité des individus, parmi ceux qui sont actuellement exclus du pouvoir, s'accapare de fait du pouvoir de contrôler les professionnels de la politique ?

### **III.5. S'engager dans la multiactivité**

Pour Gorz, la solution est à rechercher, avant tout, du côté d'un partage plus juste, plus égalitaire du travail socialement nécessaire et de la richesse produite.

*« Le temps de travail cessera d'être le temps social dominant. (...) Cela suppose que le besoin d'agir et d'être socialement reconnu s'émancipe du "travail" commandé et payé ; que le travail s'émancipe de la domination du capital ; et que la personne s'émancipe de la domination du travail pour s'épanouir dans la diversité de ses activités multiples » (1997, p. 124).*

Ainsi, à la réduction du temps de travail comme contrepartie de l'accroissement de la productivité – revendication essentielle du mouvement ouvrier -, Gorz ajoute la réduction du temps par une diminution de l'ensemble des tâches socialement indispensables : produire ce qui correspond à de réels besoins sociaux et non à ce qui permet d'accroître les rendements financiers, supprimer les activités inutiles comme rechercher un emploi

introuvable dans une compétition de tous contre tous, éradiquer l'obsolescence programmée, etc. De plus, ce temps réduit, au lieu d'être réparti entre chômeurs de plus en plus nombreux et consommateurs-travailleurs de plus en plus exploités, pourrait être égalitairement réparti. Mis au service de la créativité individuelle, du développement personnel, un tel usage du temps de travail devrait permettre de ne produire que ce qui est utile, épanouissant (ou disons, qui a été collectivement décidé, sans recourir à la fiction des lois du marché), et réduire l'emprise destructrice sur l'environnement.

L'invention d'une alternative à la société du travail, à la dépendance vis-à-vis du travail, prend ainsi la forme d'un enjeu politique autour de la notion de multiactivité. Selon le choix de société privilégié, l'orientation donnée à ce terme est radicalement opposée : ou bien l'on reste dans la société actuelle, dans laquelle l'entreprise joue un rôle central et les intérêts financiers sont dominants, alors la multiactivité prend le sens d'une obligation d'exercer plusieurs métiers pour gagner sa vie ; ou bien, l'entreprise est mise au service de tous, demeure sous la domination de la vie, et dès lors, un partage du temps plus juste permet à chacun de remettre le travail à sa place.

*« Bref, il faut repenser la société en fonction des aspirations qui naissent de l'autonomie accrue des personnes, au lieu de la penser en fonction du besoin qu'à le capital d'asservir et de contrôler cette autonomie » (1997, p. 129-130).*

L'auteur consacre alors plusieurs pages à tenter de circonscrire un peu plus précisément cette finalité très générale. Il souligne la nécessité d'agir à deux niveaux : modifier les cadres d'action macropolitiques pour que la multiactivité soit à la fois émancipatrice et soit sa propre fin (ne soit pas instrumentalisée au service, par exemple, d'une précarisation des emplois) ; et encourager de multiples expérimentations locales pour que les gens se convainquent par leur action qu'il est possible de sortir de la dépendance. Il est également favorable au principe du revenu garanti, à condition que ce dernier soit à la fois :

- suffisant pour s'affranchir des contraintes du marché du travail ;
- et inconditionnel, c'est-à-dire qu'il ne doit pas être attribué en contrepartie de prestations gratuites, car celles-ci dénaturent à la fois l'esprit du revenu universel et la nature des activités gratuitement réalisées, comme l'aide aux personnes dépendantes<sup>1</sup>.

L'intérêt de revendiquer ce revenu minimum garanti, c'est qu'il porte en lui la possibilité matérielle de repenser le travail, tout en dégageant la plupart des individus de l'obligation d'accepter n'importe quel emploi. Ce serait donc le préalable à la sortie de la domination, sortie qui pourrait alors libérer la pensée, l'imagination pour repenser l'organisation du travail :

*« en l'affranchissant de l'ensemble des contraintes réifiantes (contraintes horaires, hiérarchiques, de rendement) qui reflètent la subordination au capital » (1997, p. 159).*

On le voit, la puissance d'analyse et d'anticipation d'André Gorz, son souci de ne pas faire de concession à la réalité, d'échapper aux modes et aux courants dominants, y compris au sein de la gauche, tout cela lui a permis d'élaborer une œuvre riche et abondamment

---

<sup>1</sup> Sur ces questions, voir : Antonella Corsani, « Économie et politique du revenu inconditionnel d'existence. Un hommage à André Gorz », *Mouvements*, 2013/1, n°73, p. 11-18.

commentée. Pourtant, ce qu'il propose pour actualiser nos représentations et sortir de la société du travail mérite discussion. Ce sera l'objet de la seconde partie de cet article, publiée dans le numéro 18 des CISG.

## IV. BIBLIOGRAPHIE

### IV.1. Ouvrages cités dans cet article

Corsani Antonella, « Économie et politique du revenu inconditionnel d'existence. Un hommage à André Gorz », *Mouvements*, 2013/1, n°73, p. 11-18.

Dujarier Marie-Anne, *Le travail du consommateur*, Paris, La Découverte, 2008.

Gollain Françoise, « André Gorz, un marxiste existentialiste. L'histoire et le sujet de l'histoire », *Revue du MAUSS*, 2009/2 (n° 34), p. 349-367.

Gorz André, *Le socialisme difficile*, Seuil, 1967.

Gorz André, *Réforme et révolution*, Seuil, 1969 [1964, 1967].

Gorz André, *Adieux au prolétariat. Au-delà du socialisme*, Editions Galilée, 1980.

Gorz André, *Misère du présent. Richesse des possibles*, Galilée, 1997.

Gorz André, « Penser l'exode de la société du travail et de la marchandise », *Mouvements*, 2007a/2, n° 50, p. 95-106.

Gorz André, « Crise mondiale, décroissance et sortie du capitalisme », *Entropia*, n°2, 2007b.

Kantor J. and Streitfeld D., « Inside Amazon: Wrestling Big Ideas in a Bruising Workplace », *The New York Times*, 15 august 2015.

Lojkine Jean, « L'intervention syndicale dans la gestion : le choc des cultures », *Revue Française de Sociologie*, XL-2, 1999, pp. 295-324.

Lojkine Jean, *La révolution informationnelle et les nouveaux mouvements sociaux*, Les bords de l'eau, 2016.

Metzger Jean-Luc, « Penser avec Foucault pour comprendre l'extension du pouvoir en régime néolibéral », *Recherches sociologiques et anthropologiques*, 47-2 | 2016, p. 117-134.

Stenger Sébastien, *Au cœur des cabinets d'audit et de conseil. De la distinction à la soumission*, Paris, PUF, 2017.

Tiffon Guillaume, *La mise au travail des clients*, Paris, Économica, 2013.

Weber Max, « Considération intermédiaire. Théorie des degrés et des orientations des refus religieux du monde », in Max Weber, *Sociologie des religions*. Textes réunis, traduits et présentés par Jean-Pierre Grossein, Gallimard, 1996 [1920], p. 410-460.

### IV.2. Ouvrages cités par André Gorz

Bahro Rudolf, *L'alternative*, Stock, 1978.

Bidet Jacques, « Il n'y a pas de communisme après le socialisme », *Revue M*, décembre 1993.

Bidet Jacques, *Théorie de la modernité*, PUF, 1990.

Bidet Jacques et Texier Jacques (dir.), *La crise du travail*, Paris, P.U.F., (Actuel Marx), 1995.

Maler Henri, *Convoiter l'impossible. L'utopie avec Marx, malgré Marx*, Albin Michel, 1995.

Mandel Ernest, *Traité d'économie marxiste* (1962)

Marcuse Herbert, « Socialisme et féminisme », in Herbert Marcuse, *Actuels*, Editions Galilée, 1976.

Marcuse Herbert, *L'homme unidimensionnel*, Minuit, 1964.

Robin J., *Changer d'ère*, Seuil, 1989.

Sartin Pierrette, *La fatigue industrielle*, Paris, éditions Société auxiliaire pour la diffusion des éditions de productivité (S.A.D.E.P.), 1960.

Sartin Pierrette, *Le surmenage professionnel*, Paris, Hachette, 1966.

Trentin Bruno, « Les syndicats italiens et le progrès technique », *Sociologie du travail*, n°2, 1962, p.